



Démocratie & Spiritualité  
4-6, place de Valois  
75001 PARIS

**Tél./Fax : 01 70 22 64 96 (nouveau numéro)**

email : [info@democratie-spiritualite.org](mailto:info@democratie-spiritualite.org)

Site : [www.democratie-spiritualite.org](http://www.democratie-spiritualite.org)

## Lettre n°72 du 25 novembre 2008

### *L'agenda*

### *L'éditorial*

- Passer des remises en question à l'action commune

### *Activités de l'association*

- Rencontre-débat sur le service civique

### *Résonances spirituelles*

- Au sujet du voyage auprès de la prière de soumission - *Jean-Claude Caillaux*
- Un refus peut en cacher un autre ... - *Pierre Solin*
- Soumis, dépendant, débiteur, reconnaissant ... - *Jean-Claude Devèze*

### *Citoyenneté, diversité, laïcité*

- Vers une laïcité de la responsabilité et des accommodements raisonnables - *Gilles Guillaud*
- Une laïcité pour le XIXème arrondissement et pas pour le XIXème siècle - *Jean-Claude Sommaire*

### *Débat et libres opinions*

- La France face à la pauvreté - *Jean-Baptiste de Foucauld*
- Une jeunesse dont on ne parle guère ... - *Elisabeth Lamour*

### *Informations diverses*

## *L'Agenda*

### A Paris, 4 place de Valois

- **Jeudi 8 janvier à 18H30** : conseil d'administration de D&S

### A Paris au 104 rue de Vaugirard, en lien avec le Forum 104

- **Jeudi 4 décembre de 20h à 22h** "*La question du langage sur l'expérience*" ou "*L'illusion de l'expérience nue*" : "*Que dis-je quand je dis "j'aime" ou quand je dis "Dieu"*", avec Christian Saint-Sernin (D&S)
- **Mardi 16 décembre de 15h à 16h** : une heure de méditation préparée par D&S dans le cadre de *24 heures de Prière pour la terre* (ouverture de 15h à 19h)
- **Mardi 16 décembre à 20h** : rencontre débat autour des « *défis agricoles africains* », avec JC Devèze (D&S) qui a coordonné l'ouvrage paru sous ce titre (Karthala, 2008)
- **Mardi 28 Janvier à 20h** : "*A la découverte du judaïsme et de la diversité des juifs à travers l'itinéraire spirituel d'un juif* " avec Henri-Jack Henrion.

## *Éditorial*

### **Passer des remises en question à l'action commune**

Face aux crises financières, économiques, sociales, alimentaires..., nous cherchons à contribuer à exprimer une analyse sans tabou incluant des dimensions plus profondes comme celle de la perte du sens de l'essentiel dans nos vies en société. Au delà des analyses, ce sont nos capacités de remises en question (voir éditorial de la lettre n°71) et de mise en oeuvre des changements de comportements en découlant qui sont au centre des mutations à conduire ensemble.

C'est pourquoi nous nous sommes réunis le 15 novembre, à l'invitation de *Vie Nouvelle, Poursuivre et D&S*, entre une douzaine d'associations et de mouvements pour faire le point sur la façon dont nous cherchions à améliorer notre vivre ensemble, sur ce qui nous motivait et inspirait et sur nos évolutions et nos perspectives face à une histoire qui s'accélère. Au delà de la diversité des cheminements de nos diverses organisations et de la façon dont nous cherchons à favoriser les transformations personnelles et à accompagner les mutations collectives, il s'est manifesté un fort intérêt pour mutualiser nos initiatives sur le plan local et national, pour accompagner les prises de conscience et leur concrétisation dans des changements de comportement et pour continuer à interpeller les responsables politiques. Ceci pourrait être conduit dans un processus commun qui se finaliserait dans un *Pacte Civique*.

La question est posée de savoir ce qui motive les résistances à l'inacceptable, ce qui soutient la volonté de promouvoir le bien commun et de s'engager, ce qui inspire nos visions éthiques et esthétiques, ce qui donne du sens à nos échanges et nos actions et donc à nos vies. Nous en reparlerons dans les prochaines lettres de D&S.

Dans cette lettre, nous poursuivons la mise en commun de nos résonances spirituelles et abordons des thèmes du vivre ensemble, comme la mise en oeuvre de la laïcité dans une

société plurielle, le rôle que devrait jouer le service civique pour changer nos comportements, la France face à la pauvreté et la difficile recherche d'une façon d'exprimer leur révolte pour de jeunes adultes.

## *Activités de l'association*

### **Rencontre-débat sur le service civique**

La rencontre-débat sur le service civique du 14 novembre 2008 a permis de recueillir des avis divers sur le rapport de Luc Ferry au Président de la République publié sous le titre *Pour un service civique*, aux Editions Odile Jacob.

Une partie des personnes présentes considérait que ce rapport n'enterrait pas cette importante possibilité de développer le sens civique et qu'il fallait s'appuyer dessus pour promouvoir déjà un service volontaire ; une autre partie, reconnaissant l'habileté du texte pour évacuer tout caractère obligatoire, regrettait par contre que dans nos sociétés en crise l'importance de promouvoir un apprentissage commun de la solidarité pour favoriser les changements de comportement soit sous-estimée.

Si tout le monde est d'accord pour soutenir une démarche expérimentale prenant progressivement de l'ampleur, certains sont persuadés que seul un service devenu une grande cause nationale impliquant toute notre société sera capable de faire progresser les approches en terme de service des autres et de développer le civisme.

Il a été proposé, d'une part, de poursuivre le débat (par exemple avec Luc Ferry dans le cadre de *Dialogues en humanité* début juillet 2009 à Lyon) et, d'autre part, de continuer dans nos associations à faire comprendre l'importance de faire vivre ce dossier.

## *Résonances spirituelles*

*Dans le cadre de la seconde journée de notre Université d'été, nous étions invités à un voyage au sein de diverses spiritualités ou religions, dont l'Islam. Ainsi avons-nous été interpellés par une invitation à entrer dans la soumission à Dieu en adoptant la posture de la prière des musulmans. Le fait que certains aient refusé de se mettre dans cette attitude spirituelle a suscité des réactions et des interrogations que nous souhaitons prolonger en publiant les textes que trois participants nous ont envoyés par la suite*

### **Au sujet du voyage auprès de la prière de soumission**

*Jean-Claude Caillaux*

Nous avons été introduits magnifiquement, et modestement, comme en quittant ses sandales, à la prière de l'islam, - celle de « soumission ».

Mais au fait, avais-je bien entendu ? Avais-je vraiment compris ce qui avait été dit ? N'avais-je écouté de la présentation que ce qui se trouvait déjà chez moi ? Vingt minutes d'introduction, quelques minutes de mise en pratique, c'est peu, en tout cas trop peu pour quitter sa propre terre et s'aventurer vers un lieu sans trop de contour !

En écoutant l'introduction, j'avais compris cette prière, debout, à genoux, prosterné, comme une attitude intérieure de vérité, une sorte de narthex pour l'expérience essentielle de la

contemplation. Un se-recevoir-de-Dieu, dans la reconnaissance que l'être humain n'est qu'une coupe limitée.

Je n'avais pas compris la « soumission » en son sens d'asservissement : la femme, pieds et poings liés sous l'arrogance du mâle ! Ni comme l'attitude passive et résignée du fidèle englué dans le fatalisme ! Mais tout l'inverse : l'adhésion, profondément libre et confiante, à la volonté-amour de Dieu sur l'être humain et son histoire. Comme un culte « en esprit et en vérité », une faiblesse consentie pour laisser s'accomplir un retournement spirituel, une forme de laisser-faire ou de se-laisser-regarder par Celui que les 99 noms ne sauraient réduire.

J'ai voulu faire l'expérience, limité dans le temps comme chacun de nous. J'ai vécu un moment d'une grande intensité, faite de respect, d'attention, de découverte, et en même temps qui rejoignait fort le monde dont je suis et la Parole dont je suis habité. Un temps de liberté et de présence, de lumière. Loin des geôles et des diktats, c'était tout à l'inverse un grand vent du large, une belle paix, proche de l'ouverture.

### **Un refus peut en cacher un autre...**

*Pierre Solin* (extrait d'un texte envoyé après l'Université d'été)

A travers cette approche de la soumission, exprimée par une prosternation, c'est une dimension de fils qui nous était offerte en partage et en confiance, une perle de foi léguée par un père à sa fille, tous deux confrontés brutalement au décès d'un fils et frère.

Mais aussi une dimension de croyant touché par le sens de cette prosternation, non-refus d'une réalité parfois inacceptable par sa brutalité, sa violence et dont l'accueil progressif, difficile, décapant nous conduit à un ajustement intérieur comparable au "*Le Seigneur a donné, le Seigneur a repris*" du livre de Job.

La persistance dans le refus d'un divorce, d'une maladie ou d'un licenciement peut parfois être assimilé à une "prosternation" devant une idole inconsciente telle qu'une vision idéalisée du couple ou une image survalorisée de soi rendant incongrue l'irruption de la maladie ou d'une "exclusion" professionnelle. Ainsi, la non-soumission à une réalité qui blesse une dimension de ma personne peut révéler un égarement intérieur et conduire à une sorte de captivité psychologique par laquelle je tourne en rond en ressassant des sentiments négatifs tels que ressentiment, vengeance ou victimisation. Une telle fuite du réel peut momentanément me couper de ma capacité à discerner un itinéraire de guérison.

Je fus surpris de l'intensité de certains refus vis-à-vis d'une expression corporelle que j'ai spontanément adoptée chez moi pour entamer ma prière lorsque, pratiquant alors la voie du catholicisme, "l'Etre de sens" en moi commençait à être érigé depuis la "terre" de mes ignorances vers le "ciel" d'une confiance nouvelle en une perspective d'un Homme assagi et pacifié. Quoi de plus naturel que de mettre en acte cette refondation de chaque dimension de la personne par un appui de tout le corps sur le sol, tel un enfant passant progressivement du quatre pattes à la station debout ? De plus, en quoi le sens d'une prosternation serait-il éloigné de la gémissement chrétienne ou plus largement, d'une attitude intérieure d'inclination humble devant ce qui nous dépasse telle la beauté sublime de certains lieux ? Avons-nous également oublié que des vœux monastiques ou une ordination sacerdotale s'accompagne d'un allongement de tout le corps sur le sol ?

La prostration qui nous était proposée était "une fenêtre à ouvrir". Alors quel(s) "malentendu(s)" a(ont) défiguré cette proposition en moi, me la représentant comme "une fenêtre à refermer" ? A cet instant, en qui étaient "la cage", "les barreaux" et "les barbelés", chez l'Autre ou chez moi ? Qu'enfermaient-ils et que croyaient-ils protéger ? Comment je reçois cette invitation de Khalil Gibran: "*Et prenez avec vous tous les êtres : car dans l'adoration, vous ne pouvez voler plus haut que leurs espoirs ni vous rabaisser plus bas que leur désespoir.*" ? De là où maintenant je crois et en vertu de ce que je crois, comment reformulerais-je cette invitation si je voulais la faire mienne ?

Simultanément, inspiré par une non-dualité dont les philosophies indiennes nous parlent si brillamment, je veux également dire merci à ceux et celles qui ont osé ces refus. En effet, ces réactions parfois violentes, épidermiques, relues avec sincérité, confiance et sans culpabilité, pourraient offrir à D&S un matériau riche d'enseignements pour comprendre les difficultés de notre démocratie à accueillir paisiblement les différences confessionnelles, mais également culturelles, sociales, ethniques, etc.

### **Soumis, dépendant, débiteur, reconnaissant...**

*Jean-Claude Devèze*

Il y a des mots comme soumission ou dépendance qui sont difficiles à s'approprier pour l'individu moderne comme pour le croyant attaché à sa liberté. Et pourtant nous sommes soumis à des horaires de travail, à des tâches à effectuer, à des impôts à payer, etc. De même, nous qui avons la chance de vivre dans un monde organisé, où le pouvoir politique crée un cadre sécurisé, malgré tous les contre exemples qui nous viennent immédiatement à l'esprit, nous sommes dépendants de la bonne marche de nos organisations et institutions et nous sommes débiteurs de ceux qui les ont édifiés et qui les font marcher. Ainsi ces réalisations, les inventions qui favorisent notre existence, nous les avons reçues des générations précédentes, nous les leur devons ("débiteurs") ; nous reconnaissons cet héritage et nous en réjouissons ("reconnaisants") ; du moins ce serait normal !

Si nous sommes reconnaissants de notre cadre de vie ou de ce que nos parents ou nos maîtres nous ont légués, nous pouvons aussi nous interroger sur notre reconnaissance pour la beauté de notre terre et pour les trésors culturels et spirituels qui s'y multiplient.

Pour ceux qui ont la Foi, n'est-il pas légitime qu'ils se sentent aussi débiteurs de Dieu ? Cette attitude d'humilité et de reconnaissance est-elle un handicap ou rend-elle plus libre pour agir en vérité?

## *Citoyenneté, diversité, laïcité*

Dans le cadre de la démarche engagée autour de l'élaboration d'un « pacte civique », D&S a proposé de travailler sur la façon de vivre notre citoyenneté dans le cadre de la laïcité au sein d'une société de plus en plus diverse et plurielle (chantier citoyenneté, diversité, laïcité). Ce thème recoupe de nombreuses réflexions passées (voir sur le site notre prise de position sur le voile islamique) et en cours (voir par exemple diverses interventions lors de la 83ème Semaine Sociale de Lyon les 21, 22, 23 novembre 2008). Notre laïcité, toujours régie en France par la loi de 1905, offre aux croyants des diverses religions et aux non-croyants l'opportunité d'oeuvrer ensemble au vivre ensemble dans une société sécularisée. Certains éléments de cette loi pourraient être revus pour tenir compte de l'évolution des religions depuis 1905, mais le plus important n'est-il pas de s'adapter aux évolutions de notre société à travers des accommodements raisonnables et des ajustements concertés?

### **Vers une laïcité de la responsabilité et des accommodements raisonnables**

*Gilles Guillaud*

#### **La Laïcité entre principe et réalités**

Amplifiés par la venue récente du Pape, d'étonnants discours ont envahi nos médias.

Derrière de superbes envolées autour d'une laïcité qui rassemble, de la liberté de conscience et de la dignité des personnes, des racines chrétiennes de la France et de l'image du prier de Tibherine écrivant avant sa mort « *l'Algérie et l'islam, pour moi, c'est un corps et une âme* », y avait il plus qu'un chef d'Etat à la recherche d'une légitimité élargie ?

Derrière une Eglise catholique en voie de marginalisation qui cherchait à affirmer sa place, à l'image de ce que disait le cardinal, chef de l'Église de France □ « *Nous sommes une église en mutation. Il ne s'agit pas de reconstituer l'Église du XIXème siècle, mais de trouver les chemins par lesquels Dieu veut nous conduire aujourd'hui.* » □ y avait-il une parole forte s'adressant à tous ?

Derrière la peur de l'islam, à l'exemple de ce fougueux sénateur socialiste évoquant le « choc des civilisations » et soupçonnant le pape et Sarkozy dans la même foulée de vouloir reconfectionnaliser l'Occident et la France pour pouvoir s'opposer à l'islam, retrouvait-on l'histoire française apaisée et l'islam citoyen de la majorité des musulmans en France ?

Ne faisons pas comme si la laïcité en France était menacée alors qu'elle est reconnue et qu'elle n'est plus un problème institutionnel.

Elle est devenue un problème de comportement, celui de personnes qui cherchent à faire prendre en compte leurs rites et leurs coutumes. A l'école, au travail ou dans les hôpitaux on voit de plus en plus apparaître des revendications, depuis la prise en compte de prescriptions alimentaires ou vestimentaires jusqu'au refus de la mixité, à la demande du respect du rite quotidien de la prière, à la contestation des contenus pédagogiques ou à l'exigence qu'une femme soit soignée par un personnel féminin. Confrontés à de telles revendications ou

exigences, les personnes responsables concernées ne savent pas comment réagir en respectant à la fois les contraintes d'une bonne gestion, la dignité de chacun et les valeurs de la République.

### **La mise en œuvre d'une politique nationale fondée sur la reconnaissance et le dialogue**

La réponse à apporter aux multiples problèmes de mise en œuvre de la laïcité dans notre société plurielle n'est pas une question marginale réglable par des gestionnaires locaux ou par des réglementations nationales. La société prise dans son ensemble ne peut s'en désintéresser.

On sait très bien que ces types de comportements peuvent relever de motivations variées comme le souhait sincère de se conformer à ses croyances, la revendication d'être reconnu dans son identité musulmane (ou autre), la volonté d'une communauté d'exercer une pression pour conforter son pouvoir, une arme de combat pour extrémiste.

La seule façon d'y répondre consiste à engager une politique nationale fondée sur la reconnaissance de la diversité culturelle et culturelle de notre société et sur le dialogue. La reconnaissance de notre diversité et de la nécessité d'une réflexion sur les valeurs de la République compte tenu de cette diversité doit d'abord être affirmée et promue au niveau national. En parallèle le dialogue doit être développé à tous les niveaux où le problème se pose et dans les institutions concernées. Il doit faire appel à l'ensemble des partenaires impliqués, y compris au niveau local les représentants des habitants.

La mise en œuvre d'une telle politique pouvant sembler à première vue extrêmement lourde ou même impossible, il s'agit:

- d'en faire un acte politique fort capable de provoquer un effet d'entraînement;
- de veiller à la motivation des acteurs concernés (collectivités territoriales, institutions sectorielles comme la santé ou l'école, associations...) et à la mutualisation de leurs actions.

Une source d'inspiration est à rechercher dans la politique dite « d'accommodements raisonnables » qui est mise en œuvre depuis 1985 au Québec et qui vient de faire l'objet en 2007-2008 d'une évaluation approfondie.

Elle met l'accent en particulier sur les valeurs communes à promouvoir comme la laïcité et l'égalité entre l'homme et la femme, sur le rôle des communautés et sur la notion à titre individuel d'accommodements raisonnables ou plutôt d'ajustements concertés qui privilégie la responsabilisation citoyenne plutôt que la voie judiciaire. Certes le contexte Québécois n'est pas celui de la France, pays d'immigration souvent peu qualifiée refusant jusqu'à maintenant de prendre en compte les aspects communautaires. Cette expérience peut cependant apporter des enseignements extrêmement utiles.

### **La promotion d'un comportement citoyen**

La promotion d'une politique telle qu'esquissée ci-dessus vise à valoriser les dialogues citoyens et la recherche de valeurs communes susceptibles de renouveler et d'enrichir notre démocratie à la fois définie par sa laïcité et par sa pluralité. Elle serait renforcée si elle s'insérait dans un engagement politique collectif initié dans le cadre d'un Pacte Civique

Un tel engagement vise:

- à modifier la réalité extérieure en associant à la recherche d'efficacité le développement de la fraternité ;
- à modifier nos comportements en mettant l'accent sur l'éthique et l'authenticité ;
- à nous rapprocher les uns des autres en nous gardant ensemble des dérives de la bonne conscience ;
- à prendre un poids suffisant pour apporter l'espérance

Cet engagement collectif autour d'une laïcité vivante nécessite une prise en compte de la richesse de la diversité dans la conscience de chacun. Sans donner à ce mot une quelconque signification religieuse, il demande la « foi » de chacun. C'est ce qui peut donner à cet engagement une force prophétique.

« Si le prophète n'a pas de mépris pour l'efficacité, il ne calcule pas l'efficacité comme le politique ; il lance en avant la force invincible de sa foi, assuré que s'il n'atteint pas quelque but immédiat, il réussira du moins à maintenir la force vive de l'homme au seul niveau où se font jamais les percées de l'histoire »

Emmanuel Mounier

## **Une laïcité pour le XIXème arrondissement et pas pour le XIXème siècle**

*Jean-Claude Sommaire*

Il y a actuellement deux débats en France autour de la laïcité : celui, ancien, qui dure depuis 1905 et qui a été relancé récemment par des discours du Président de la République à Rome, à Riad et à Paris et celui, plus récent, qui s'est ouvert à Creil, en 1989, avec la première affaire dite du « foulard islamique » et qui se poursuit, depuis, au gré d'affaires surgissant périodiquement dans l'actualité médiatique. En matière d'alimentation médiatique de ce second débat on peut notamment citer, ces derniers mois, la mise en cause d'un maire ayant prêté un gymnase pour une compétition inter mosquées de basket féminin en région parisienne interdite aux garçons, un mariage annulé à Lille pour défaut de virginité de la mariée et un procès à Rennes de braqueurs musulmans repoussé pour cause de ramadan.

Le premier débat n'est pas sans intérêt mais il n'est pas le plus important pour l'avenir de notre vivre ensemble car il est mené dans un cadre convenu avec des acteurs de bonne compagnie qui connaissent bien leur rôle. C'est la vieille histoire des relations entre l'Eglise catholique et la République à laquelle s'ajoute aujourd'hui la question de la place que peut tenir le christianisme dans une société sécularisée au sein de laquelle la population des croyants s'est largement autonomisée par rapport aux appareils cléricaux. Dans le contexte de la prééminence prise par la finance internationale après la chute du communisme il peut être effectivement utile pour tous de rechercher dans ce patrimoine symbolique ancien quelques valeurs morales pour redonner un peu de sens à des sociétés au sein desquelles l'hypermarché a remplacé la cathédrale.

Toutefois le second débat, beaucoup plus compliqué, ne doit pas être négligé car il est très en lien avec la crise de notre modèle républicain d'intégration, laquelle se traduit depuis quelques années par des émeutes à répétition de la part de nos jeunes concitoyens d'origine maghrébine et africaine sub-saharienne (cinq qualifiées de grave par les autorités en charge du maintien de l'ordre depuis octobre 2007). Dans une société devenue plus diverse, au sein de laquelle la fracture sociale est largement devenue une fracture territoriale, ethnique, culturelle

et religieuse, notre laïcité républicaine doit donc se doter d'urgence d'autres outils intellectuels que ceux forgés dans les années anciennes de lutte entre la République et l'Eglise catholique qui ne sont plus adaptés aux problèmes d'aujourd'hui.

Du fait de son arrivée tardive sur notre territoire, l'islam se trouve aujourd'hui discriminé par l'application des dispositions de la loi de 1905 relatives aux lieux de culte. En effet, le principe de séparation des églises et de l'Etat, constamment rappelé dans les discours, doit être relativisé quand on sait que les collectivités publiques, qui en sont propriétaires, financent l'entretien des édifices culturels de l'Eglise catholique construits avant cette date. La République est face à une contradiction entre son discours public d'égalité et de neutralité à l'égard des différentes religions et la réalité d'un traitement inégal de celles-ci. Les édifices religieux construits depuis cette séparation de l'Eglise et de l'Etat en trompe l'oeil n'ont pu bénéficier officiellement d'aucune aide publique. C'est notamment le cas de toutes les mosquées édifiées ces dernières années.

La question de la laïcité à l'école, ces dernières années, aurait gagné à être examinée en s'interrogeant, d'abord, sur la capacité de notre appareil scolaire à offrir aux jeunes des « minorités ethniques » de réelles chances de réussite. Le niveau actuel de violence dans certains établissements, les phénomènes de décrochage scolaire, les entrées précoces dans la délinquance sont des signes de déstabilisation de notre société infiniment plus inquiétants que le foulard islamique qui a trop facilement polarisé l'attention. La loi sur l'interdiction des signes religieux à l'école, qui était majoritairement souhaitée par les enseignants mais majoritairement rejetée par les jeunes, a été ressentie par la « communauté musulmane » comme un nouveau signe de défiance à son égard dont il aurait été préférable de faire l'économie.

De même, la question des mères accompagnatrices de sorties scolaires, refusées par des chefs d'établissements parce qu'elles portent le voile, est une bonne illustration d'une approche laïque complètement déconnectée des réalités d'aujourd'hui. De nombreuses sorties sont ainsi annulées, ou ne peuvent pas être organisées, faute de parents volontaires, ce qui n'empêche pas les enseignants de continuer à se plaindre du manque d'implication des parents issus de l'immigration. Alors que, depuis longtemps, on demande à l'école de s'ouvrir sur son environnement familial, culturel et sociétal, en refusant ces mères portant le foulard on rend encore plus difficile leur participation au suivi scolaire de leurs enfants et on s'étonnera que ces derniers, de temps à autre, viennent y mettre le feu.

Une autre question intéressante est aussi celle des cimetières où, depuis 1884, il est interdit de créer des carrés confessionnels. A l'occasion de décès tragiques de jeunes maghrébins, nés en France, beaucoup d'observateurs s'étonnent de voir les parents organiser un « rapatriement » du corps au bled pour l'ensevelir en terre d'islam. Ne conviendrait il pas, là aussi, de revoir cette législation ringarde et de permettre officiellement la création de carrés musulmans ? Alors qu'il y a aujourd'hui, avec le développement de l'incinération, une pluralité de possibilités de gérer ses restes, pourquoi faire obstacle à celle là ? Le signe d'une intégration réussie n'est ce pas quand on souhaite être enseveli là où l'on a vécu ?

Nous n'avons plus besoin aujourd'hui d'une laïcité forgée dans les combats émancipateurs du XIXème siècle mais d'une laïcité qui assure le vivre ensemble dans le XIXème arrondissement.

## *Débat et libres opinions*

### **La France face à la pauvreté**

**Jean Baptiste de Foucauld**, président de *Solidarités nouvelles face au chômage* et de *D&S*, a participé au débat organisé par le *Nouvel Observateur* le 6 novembre 2008 sur la France face à la pauvreté.

[http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/societe/20081107.OBS0011/la\\_france\\_face\\_a\\_la\\_pauvrete.html](http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/societe/20081107.OBS0011/la_france_face_a_la_pauvrete.html)

Répondant à Martin Hirsch cherchant à démentir ceux qui lui disent « *que jamais les classes moyennes ne voudront consentir à aider les plus pauvres* », JBF a rappelé que "la solidarité, ce n'est pas seulement convaincre la classe moyenne de donner un peu plus pour les pauvres, c'est demander que les riches donnent deux fois plus que ce qu'ils donnent actuellement." Mais il a également incriminé d'autres facteurs. D'abord, une insuffisante mobilisation des partenaires sociaux " dans les pays scandinaves a forte syndicalisation, le problème des exclus n'est pas renvoyé vers l'état par les partenaires sociaux. Chez nous, les syndicats faibles et divisés entre eux ne veulent pas se saisir de la question." S'élevant contre le côté misérabiliste du terme "contrats aidés" il a ajouté "nous n'avons pas les valeurs civiques des Scandinaves, et nous ne voulons pas de l'ultra libéralisme. Il nous faut absolument inventer une voie qui nous soit propre. Pour sortir du dilemme intenable actuel qui dit "à l'état la solidarité, aux individus la liberté, avec leurs deux sous produits : le social corporatisme d'un côté, le libéral populisme de l'autre." Et terminé par un vibrant plaidoyer pour une réhabilitation des valeurs de solidarité "il existe des situations de pauvreté qui se vivent avec moins de difficulté parce que les personnes concernées sentent la manifestation de solidarités proches, attentives, personnelles. On ne peut se contenter de dire, on a payé, on a versé des allocations. Il ne faut pas d'indemnisation sans accompagnement, pas des prestations sans relations humaines, pas de solidarité active sans des comportements de solidarité active. On peut observer une notable insuffisance, voire même une diminution, du soutien de l'état aux associations de lutte contre l'exclusion. Alors que celles-ci savent pourtant mieux travailler, au plus près des situations extrêmes, que les services de l'état. Ce manque de soutien est un grave problème démocratique."

### **Une jeunesse dont on ne parle guère ...**

*Élisabeth Lamour* (publié dans une version un peu plus brève dans le courrier des lecteurs du journal *La Croix* du 17 novembre 2008)

Comme beaucoup, j'ai pesté devant ces trains en panne et dans ces gares bondées. Comme beaucoup, je trouve stupides et incompréhensibles ces « attentats » dangereux, gênants, et qui plus est, sans mobile clairement identifié perpétrés contre la SNCF.

Je suis peintre d'icônes, ex-militante des années 1970, non-violente viscérale. Non seulement je pense que la violence est vaine, mais elle me terrifie instantanément. Et pourtant, j'ai été amenée à fréquenter quelques uns de ces jeunes qualifiés dans les médias de « *mouvance anarcho-autonome* ». Et franchement, ce que l'on en entend ne suffit pas. Il existe toute une frange de la jeunesse que j'ai du mal à qualifier. Je préférerais les appeler « *anarcho-*

*franciscains* » ! Le plus souvent sans référence religieuse, ils optent pour un mode de vie radical, à contre-courant de la consommation effrénée et des magouilles boursières. Ils ont à coeur le lien avec les habitants de leur quartier, un mode de vie simple fondé sur le partage. On ne parle jamais de tout ce qu'ils mettent en œuvre de positif, de leur choix de vie à la fois frugal et convivial, de leur inventivité. Ils défendent à leur façon nos idéaux d'hier dans un monde devenu tellement complexe, pistés par l'ADN et la vidéosurveillance, dans la crainte des dérives possibles entraînées par les nouvelles technologies...

Certaines de leurs analyses sont parfois simplistes, et nous répondons toujours avec un air entendu : « *Ce n'est pas si simple...* » Qui pourrait leur reprocher de ne pas avoir d'analyse claire et unanime dans un monde d'une telle complexité ? Et qui pourrait prétendre avoir une vision claire sans opérer de raccourci et sans dire de bêtise, à un moment ou un autre. Ils nous reprochent volontiers notre compromission d'aujourd'hui. Je réponds que non, bien sûr, je n'ai pas renoncé à mes idéaux de jeunesse. Je participe à une Amap<sup>1</sup>, signe des pétitions à tour de bras et héberge ou aide parfois des sans-papiers...

Je ne les trouve pas toujours très gais, mais notre gaieté n'est-elle pas parfois un peu schizophrène ou entêtée ? Une joie de vivre m'anime au plus profond, aussi naturellement que la violence me révolte. Mais parfois, l'épuisement m'écrase et m'accable quand je pense à la façon disproportionnée dont on médiatise ces actions maladroites et dangereuses... face au chaos du monde, face à l'énormité de la violence et aux injustices qu'on laisse s'y dérouler. Certains de ces jeunes foncent tête baissée, et je ne tiens pas à les encourager. Je ne veux pas non plus me réjouir hypocritement de ces « coups de filet ». Je ne soutiendrai jamais la violence, mais quand je pense à l'état du monde que je laisserai à mes enfants, j'ai un peu honte, et je reconnais ne pas avoir grand-chose à proposer ! Et je reste fière d'une certaine obstination de cette jeunesse à ne pas tout accepter, et à essayer encore et toujours, dans la confusion, la tempête et le chaos, de croire en un autre monde.

## *Informations diverses*

- Vendredi 5 décembre de 19h30 à 21h30 au Centre Sèvres (35 rue de Sèvres, métro Sèvres): « *La parole des Pauvres, force de reconnaissance et ouverture à l'Évangile* », organisé par le Secours Catholique et Cahiers de l'atelier
- La pièce *Dialogue aux enfers* (entre Machiavel et Montesquieu), mise en scène par Christian Nardin, est invitée à Rueil-Malmaison les 12 et 13 décembre prochains au *Centre Culturel de l'Athénée*
- Colloque Wresinski à Sciences Po les 17, 18, 19 décembre : "*La démocratie à l'épreuve de l'exclusion* "

---

<sup>1</sup> Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne